

juin 2026

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2025 – 2026

Carrefour sécurité en violence conjugale

C.P. 44539, succ. Normandie

Lévis, Québec

G6J 1B6

819 731-0537

administration@csvc.ca

Québec 

Table des matières

Liste des acronymes	5
La codification des risques pour la sécurité	5
Mot de la présidente.....	6
Première section – Déploiement et ancrage régional	7
Deuxième section – Partenariat.....	8
Soutien du partenariat.....	8
Tableau 1 : Description récapitulative des rencontres	9
Récapitulatif des situations traitées en collaboration avec le CSVC en 2025-2026	9
Tableau 2 : Description récapitulative des situations traitées par région	9
Les organisations ayant identifié les situations à haut risque	9
Tableau 3 : Description récapitulative des organisations partenaires ayant identifié une situation à risque et ayant demandé la collaboration du CSVC	10
Les principaux partenaires de la gestion collective des risques	10
Tableau 4 : Description récapitulative des principaux partenaires de la gestion collective des risques (nombre de situations à risque par organisme).....	10
La codification des situations à haut risque	11
Tableau 5 : Résumé des codifications des situations à haut risque traitées en collaboration avec le CSVC	11
Les stratégies de collaboration.....	11
Tableau 6 : Type de communication	12
Les rencontres dans le cadre de la gestion collective des risques	12
Tableau 7 : Type de rencontre de concertation et d’accompagnement	13
Statut de la relation conjugale.....	13
Tableau 8 : Statut de la relation conjugale	14
Facteurs de risque.....	14
Tableau 9 : Principaux facteurs de risque répertoriés.....	15
Filets de sécurité	15
Tableau 10 : Principaux filets de sécurité répertoriés	15
Région du Bas-Saint-Laurent (01)	17
Tableau 11 : Description des situations traitées au Bas-Saint-Laurent en 2025-2026.....	17
Région de la Capitale-Nationale (03)	18
Secteur Charlevoix	19
Tableau 12 : Description des situations traitées à Charlevoix en 2025-2026	19
Secteur Portneuf	19

Tableau 13 : Description des situations traitées à Portneuf en 2025-2026	19
Secteur Québec-Métro	20
Tableau 14 : Description des situations traitées à Québec-Métro en 2025-2026	20
Région de la Mauricie (04).....	21
Tableau 15 : Description des situations traitées en Mauricie en 2025-2026	21
Région de l'Estrie (05)	22
Secteur Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi	22
Tableau 16 : Description des situations traitées à HYBM en 2025-2026	22
Secteur de l'Ex-Estrie.....	23
Tableau 17 : Description des situations traitées à Ex-Estrie en 2025-2026	23
Région de la Côte-Nord (09)	24
Secteur de Manicouagan.....	24
Tableau 18 : Description des situations traitées à Manicouagan en 2025-2026	24
Secteur de Sept-Rivières	25
Tableau 19 : Description des situations traitées à Sept-Rivières 2025-2026	25
Région de Chaudière-Appalaches (12)	26
Secteur du Littoral	26
Tableau 20 : Description des situations traitées au Littoral 2025-2026	26
Secteur des Appalaches	27
Tableau 21 : Description des situations traitées à Appalaches 2025-2026	27
Secteur de Beauce-Etchemin	27
Tableau 22 : Description des situations traitées à Beauce-Etchemin 2025-2026	27
Secteur de Montmagny-L'Islet.....	28
Tableau 23 : Description des situations traitées à Montmagny-L'Islet en 2025-2026	28
Région du Centre-du-Québec (17)	29
Secteur Bécancour-Nicolet-Yamaska	29
Tableau 24 : Description des situations traitées à Bécancour-Nicolet-Yamaska 2025-2026 ...	29
Secteur Arthabaska-Érable	30
Tableau 25 : Description des situations traitées à Arthabaska-Érable 2025-2026	30
Troisième section – Formations 2025-2026	31
Formation « Initiation à l'évaluation des risques pour améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale et de leurs proches ».....	31
Tableau 26 : Formations sur l'évaluation et la gestion collective des risques pour la sécurité 2025-2026	31
Formation « La levée de la confidentialité et du secret professionnel »	32

Tableau 27 : Formations sur la levée de la confidentialité et du secret professionnel 2025-2026

2026	33
Quatrième section – Représentations et demandes de collaboration	34
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	34
Rencontres nationales des cellules d'intervention rapide du Québec	34
Regroupement des cellules d'intervention rapide du Québec (CIRQ)	34
Participation au comité aviseur de la recherche évaluative sur les cellules d'intervention rapide	34
Table ronde sur les cellules d'intervention rapide - Colloque sur la violence conjugale et familiale	35
Cinquième section – Vie associative, gouvernance et administration	36
Renforcement de la structure organisationnelle et reconnaissance institutionnelle	36
Réunions du conseil d'administration	36
Assemblée générale annuelle	36
Travail sur l'image de marque	37
Comité d'embauche	37
Constitution d'une équipe à la permanence	37
Intégration d'un logiciel de tenue de dossier	38
Appui contractuel et projets internes	38
ANNEXE 1	40
Partenaires de l'application du modèle du CSVC	40
Partenaires de l'application du modèle d'actions intersectorielles du CSVC	41
ANNEXE 2	44
Conseil d'administration et ressources humaines 2025-2026	44
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	45
LES RESSOURCES HUMAINES	45
Permanence	45
Ressources contractuelles	45

Liste des acronymes

Acronyme	Définition
CALACS	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
CAVAC	Centre d'aide aux victimes d'actes criminels
CISSS	Centre intégré de santé et de services sociaux
CIUSSS	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
CF	Centre de femmes
CLIS	Comité d'intégration des services en violence sexuelle et conjugale
CPS	Centre de prévention suicide
CQLC	Commission québécoise des libérations conditionnelles
CRC	Centre résidentiel communautaire
CSVC	Carrefour sécurité en violence conjugale
DPJ	Direction de la protection de la jeunesse
DPCP	Directeur des poursuites criminelles et pénales
DSPC	Direction des services professionnels correctionnels
MH	Maison d'aide et d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
SCC	Service correctionnel Canada
SP	Service de police
SQ	Sûreté du Québec

La codification des risques pour la sécurité

Rouge	L'information et son analyse permettent d'estimer que nous sommes en présence d'un <u>MOTIF RAISONNABLE</u> de croire qu'un <u>RISQUE SÉRIEUX</u> de mort (dont le suicide) ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiable et que la nature de la menace inspire un sentiment d'urgence.
Orange	L'information et son analyse permettent de <u>SOUPÇONNER</u> qu'un risque sérieux de mort, dont le suicide, ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiables et que la nature de la menace inspire un sentiment d'urgence.
Jaune	L'information et son analyse permettent d'estimer qu'il n'y a <u>PAS DE MOTIF RAISONNABLE</u> de croire qu'un risque sérieux de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiables. Cependant, il y a présence d'éléments qui combinés peuvent nuire à la sécurité de la victime et de ses proches.
Vert	L'information et son analyse permettent d'estimer qu'il n'y a <u>PLUS DE RISQUE SÉRIEUX</u> de mort, dont le suicide, ou de blessures graves qui menace une personne ou un groupe de personnes identifiables.
Blanc	<u>INSUFFISANCE D'INFORMATION POUR ESTIMER</u> s'il existe ou non un motif raisonnable de croire qu'un risque sérieux de mort, dont le suicide, ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiables.

Mot de la présidente

L'année qui se termine a été marquée par des changements organisationnels importants au Carrefour sécurité en violence conjugale, notamment avec le changement de titulaire à la direction générale. Celle-ci a su, avec l'équipe, relever haut la main les défis d'une telle transition et du mouvement de personnel qu'a connu l'organisme. Malgré une équipe réduite en début d'année, tout le monde a mis la main à la pâte pour maintenir les liens et le soutien apporté aux partenaires des 7 régions que le CSVC soutient sur le plan de l'évaluation et de la gestion des risques de blessures graves, d'homicides et de suicides liés à la violence conjugale. Au fil de l'année, les rencontres de personnes-ressources et de personnes en autorité ont non seulement pu être maintenues, mais des rencontres avec des groupes d'intervenants spécifiques ont permis de mieux faire comprendre le modèle du CSVC et de le mettre en application.

Trois éléments méritent d'être soulignés cette année. D'abord, le retour de la formation sur la levée de la confidentialité et le secret professionnel, offerte à 14 reprises, a permis aux intervenantes et intervenants de toutes les régions desservies de mieux connaître les principes sur lesquels s'appuyer au moment de partager de l'information avec leurs partenaires. C'est souvent la mise en commun des bribes d'informations détenues par plusieurs partenaires qui permet d'avoir une idée plus claire des facteurs de risque et des facteurs de protection présents. Il était de la première importance de leur permettre de le faire en connaissant les mesures législatives qui permettent d'assurer la sécurité des personnes tout en limitant les atteintes au droit à la vie privée.

Au plan de la formation, celle sur l'évaluation des risques a parallèlement été offerte à 36 occasions. On a ainsi pu atteindre des personnes nouvellement en poste et offrir un rafraîchissement des connaissances à ceux et celles qui avaient déjà pu en bénéficier.

Enfin, il faut noter le nombre de situations, où les partenaires ont fait appel au CSVC pour évaluer le niveau de risque et mettre en place les filets de sécurité nécessaire, a augmenté de près de 30%, pour atteindre 225 situations. C'est sans compter toutes celles que les organismes et établissements ont pu gérer seules ou avec leurs partenaires. Au moment où le nombre de féminicides en contexte conjugal atteint un niveau préoccupant, l'engagement des organisations réunies autour du Carrefour, sauve des vies de femmes, d'enfants et d'hommes. C'est aussi le cas dans les régions soutenues par d'autres cellules d'action concertée. Sans faire les manchettes des journaux, ces non-événements font du Québec un lieu plus sûr pour la grande majorité des personnes qui font face à la violence conjugale.

Ce rapport d'activités est l'occasion de remercier tous les partenaires, de même que l'équipe du CSVC, pour leur engagement à prévenir des décès. Ces succès, obtenus par leur vigilance, leur ténacité, leur créativité pour élaborer des scénarios de sécurité qui protègent les personnes en cause, sont le plus souvent inaperçus. Tout comme eux, nous savons que leur travail fait la différence. Un grand merci. Merci aussi à mes collègues du conseil d'administration qui offrent leur temps et leur expertise pour permettre au CSVC de toujours garder le cap sur la sécurité des victimes de violence conjugale et sur celle de leurs proches.

Louise Riendeau

La présidente

Le Carrefour sécurité en violence conjugale (CSV) a pour mission d'améliorer la sécurité des victimes, des proches et des auteurs de violence. Il soutient et favorise la concertation intersectorielle via le développement d'un partenariat opérationnel basé sur l'évaluation de la sécurité et la mise en place d'actions cohérentes et concertées.

Pour ce faire, le CSV fournit au personnel de différentes organisations impliquées, des outils, des formations et du soutien adapté pour gérer les situations à risque.

Nous aspirons à ce que chaque intervenant.e, organisation et partenaire dispose des outils, du soutien et du savoir-faire nécessaires pour prévenir et agir dans les situations à risque et contribuer à un environnement plus sécuritaire pour toutes et tous.

Première section – Déploiement et ancrage régional

En 2025-2026, le modèle d'actions concertées du CSV a poursuivi son déploiement à travers les sept régions administratives où il est implanté : le Bas-Saint-Laurent, la Capitale-Nationale, la Mauricie, l'Estrie, la Côte-Nord, Chaudière-Appalaches et le Centre-du-Québec (à l'exception de Drummondville).

Le soutien offert par le CSV dans ces territoires s'est exprimé de façon concrète à travers des activités variées de formation, de concertation et d'accompagnement stratégique, toujours adaptées aux réalités régionales. Cette approche ancrée, souple et structurée a permis de rejoindre cette année plus de 160 organisations, dans une dynamique de collaboration visant la mise en œuvre d'actions cohérentes et concertées.

Cette année, ce sont 225 situations à haut risque qui ont été traitées en collaboration avec le CSV. Si ce chiffre en soi est déjà significatif, il ne reflète pas tout le travail colossal mené par les partenaires, qui évaluent quotidiennement les risques, interviennent, se mobilisent et mettent en place les filets de sécurité nécessaires pour créer du non-événement, seuls ou avec leurs partenaires locaux sans faire appel au CSV.

L'ancrage du modèle s'est également manifesté à travers la formation et le développement des compétences collectives. Cette année, 36 formations, 34 rencontres des personnes-ressources et 9 rencontres de personnes en autorité ont été animées par l'équipe du CSV. Ces activités ont permis de consolider une compréhension commune du modèle, tout en renforçant des compétences concrètes en évaluation et gestion collective des risques. Elles ont aussi contribué à renforcer les liens entre partenaires, à partager les expertises et à enrichir les pratiques.

Deuxième section – Partenariat

Soutien du partenariat

Le partenariat intersectoriel demeure, depuis plusieurs années, l'un des piliers les plus solides et essentiels du modèle CSVC. Il favorise un partage collectif et renforce une responsabilisation commune de nos actions mises en place. Il nous permet également de développer notre langage commun, ce qui constitue un facteur de réussite essentiel de l'action intersectorielle.

Au courant de l'année, une capsule vidéo a été produite, avec la collaboration de l'équipe de (RÉ) SO 16-35, afin de mettre en lumière le CSVC et son dynamisme à travers le regard de ses partenaires. Cette capsule présente une brève description du CSVC et de sa mission, retrace son historique, explique le concept du non-événement et détaille notre modèle ainsi que les raisons qui maintiennent ce modèle essentiel. Elle nous fait vivre également le partenariat empreint d'un véritable plaisir à collaborer, à réfléchir ensemble et à construire des solutions communes, renforçant ainsi l'engagement et la responsabilisation de chacun.

Le partenariat s'est une fois de plus fortement illustré cette année, avec 1 019 participations aux formations et aux rencontres des personnes-ressources et des personnes en autorité, représentant 164 organisations réparties dans l'ensemble des régions desservies par l'organisme.

Dans le souci de formation continue et de partage des connaissances, la rencontre des personnes-ressources du printemps 2025 a été conçue en concordance avec le troisième rapport du comité d'examen des décès qui mettait en lumière le suicide des victimes et des auteurs de violence en contexte de violence conjugale. Une mise en situation a été élaborée en collaboration avec le CPS de Charlevoix. Cette dernière a été présentée au moyen d'un enregistrement audio, à la suite duquel les participants.es ont été invités.es à réfléchir aux facteurs de risque ainsi qu'aux différents filets de sécurité susceptibles d'être déployés.

À l'automne 2025, la formation sur la levée de la confidentialité et du secret professionnel a pu être offerte aux partenaires dans chacune des régions et dans ce cadre, la rencontre des personnes-ressources avait pour thème le partage de renseignements en contexte de levée de confidentialité. Ainsi les personnes-ressources ont vécu une journée complète sur le sujet en débutant par la formation, suivie de la rencontre afin de poursuivre leur réflexion sur ce sujet. Un outil élaboré en collaboration avec la formatrice a été présenté aux participants.es. Cet outil se voulait un soutien offrant des pistes de réflexion pouvant mener à la levée de confidentialité et du secret professionnel. Les échanges ont suscité des réflexions qui se sont poursuivies lors des rencontres de l'hiver 2026.

Dans les suites de la formation et de la rencontre des personnes-ressources de l'automne, des questionnements importants ont émergé concernant la levée de la confidentialité et du secret professionnel. Ainsi pour la rencontre de l'hiver 2026, les personnes-ressources ont été amenées à se questionner sur leurs procédures actuelles, identifier les enjeux possibles et dégager les bonnes pratiques.

En résumé, 34 rencontres des personnes-ressources (146 organisations, 482 participations) et 9 rencontres de personnes en autorité (78 organisations, 89 participations) ont été tenues cette année, (voir le tableau ci-dessous).

Tableau 1 : Description récapitulative des rencontres

Rencontre des personnes en autorité		Rencontre des personnes-ressources	
9		34	
Nbr d'organisations	Nbr de participations ¹	Nbr d'organisations	Nbr de participations
78	89	146	482

Récapitulatif des situations traitées en collaboration avec le CSVC en 2025-2026

Comme chaque année, il est impératif de préciser que le rapport des situations traitées en collaboration avec le CSVC qui est fait, ne rend pas compte des nombreuses autres situations à risque qui ont été prises en charge dans les régions où le modèle est implanté, sans que l'organisme y soit directement impliqué.

Au cours de l'année 2025-2026, le CSVC a été mis à contribution dans 225 situations. Nous observons une augmentation des demandes de collaboration avec le CSVC comparativement à l'année précédente, qui représente une hausse de 29 % des situations traitées en partenariat.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC par région.

Tableau 2 : Description récapitulative des situations traitées par région

Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	225
Capitale-Nationale	76
Chaudière-Appalaches	42
Côte-Nord	26
Mauricie	25
Estrie	21
Bas-Saint-Laurent	20
Centre-du-Québec	15

Les organisations ayant identifié les situations à haut risque

En 2025-2026, une tendance semblable à celle observée dans les deux dernières années s'est maintenue : les situations à risque traitées en collaboration avec le CSVC ont été identifiées par une diversité croissante de partenaires. Sur les 225 situations recensées, 56 ont été signalées par les CISSS et CIUSSS, 44 par les maisons d'aide et d'hébergement, 34 par la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), 30 par les CAVAC et 12 par la Direction des services professionnels correctionnels. Le reste des situations identifiées proviennent de différentes organisations issues des milieux communautaire, institutionnel et judiciaire. On peut encore affirmer que cette diversité au plan de la provenance confirme que le modèle du CSVC est de plus en plus intégré dans les réflexes d'intervention de multiples secteurs.

¹ Une personne peut avoir assisté à plus d'une rencontre

Encore cette année, plus de 75 % des situations ont été signalées par des organisations en contact avec les victimes, ce qui demeure un facteur clé pour activer rapidement les mécanismes de protection.

Le tableau récapitulatif ci-dessous illustre la répartition complète.

Tableau 3 : Description récapitulative des organisations partenaires ayant identifié une situation à risque et ayant demandé la collaboration du CSVC

Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	225
CISSS - CIUSSS	56
Maison d'aide et d'hébergement	44
DPJ	34
CAVAC	30
DSPC – Probation	12
Services policiers	10
Rebâtir	6
Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	5
CRC	4
Organisme en santé mentale	4
Autre ressource spécialisée en violence conjugale	3
Centre de femmes	3
DPCP	3
Maison 2 ^e étape	2
Ressource santé et bien-être des hommes	2
Centre de prévention du suicide	1
Centre de traitement des dépendances	1
Autre (Aide juridique, service psychologique privé, service privé de travail social, psychologue IVAC, ressource famille)	5

Les principaux partenaires de la gestion collective des risques

Le tableau qui suit présente les organisations ayant pris part de façon significative à la gestion des 225 situations traitées en collaboration avec le CSVC.

Tableau 4 : Description récapitulative des principaux partenaires de la gestion collective des risques (nombre de situations à risque par organisme)

Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	225
CISSS-CIUSSS	103
Service de police	101
Maison d'aide et d'hébergement	92
CAVAC	77
DPJ	77
DPCP	57
Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	47
DSPC – Probation	40
Centre de prévention du suicide	15
CRC	10
DSPC – Détention	8
Autre ressource spécialisée en violence conjugale auprès des victimes	7
Autre cellule d'actions concertées	6
Rebâtir	6

Centre de femmes	5
Organisme en santé mentale	5
Maison 2 ^e étape	4
Ressource santé et bien-être des hommes	4
Organisme en dépendance	3
Service correctionnel Canada (SCC)	2
CALACS	1
Centre de crise	1
Autre (Aide juridique, LAFU, service psychologique privé, service privé de travail social, psychologue IVAC, ressource famille, école secondaire,)	9

La codification des situations à haut risque

Le tableau ci-dessous présente la codification du risque associée aux personnes impliquées dans les 225 situations traitées en collaboration avec le CSVC en 2025-2026.

Au total, ce sont 302 codifications rouges qui ont été attribuées. Parmi celles-ci, 258 l'ont été en raison de risques sérieux de blessures graves ou d'homicide principalement chez les victimes et les enfants. Chez les conjoints ou ex-conjoints, 44 codifications rouges ont été attribuées principalement en raison de la présence d'un risque suicidaire élevé.

Lorsque nous nous attardons plus spécifiquement aux proches, nous constatons que 4 des codifications rouges et 7 codifications orange concernaient un nouveau conjoint, ce qui met en évidence que la présence d'un nouveau partenaire constitue en soi un facteur de risque.

Du côté des codifications orange, on en compte 133, réparties entre : 50 victimes, 35 enfants, 29 conjoints ou ex-conjoints ayant des comportements violents et 19 proches.

Comme les années précédentes, peu de situations ont été associées à un risque modéré ou faible : seulement 3 codifications jaunes ont été émises pour un conjoint ou ex-conjoint et aucune codification verte n'a été relevée.

Enfin, 299 codifications blanches ont été attribuées dans des contextes où l'information disponible était insuffisante pour conclure à un niveau de risque. Dans ces cas, le CSVC a accompagné les partenaires dans l'identification des données à recueillir pour donner lieu à une évaluation plus éclairée et adaptée.

Tableau 5 : Résumé des codifications des situations à haut risque traitées en collaboration avec le CSVC

VICTIME				ENFANT				CONJOINT OU EX-CONJOINT				PROCHE			
Blanc	Jaune	Orange	Rouge	Blanc	Jaune	Orange	Rouge	Blanc	Jaune	Orange	Rouge	Blanc	Jaune	Orange	Rouge
38	0	50	137	41	0	35	96	149	3	29	44	71	0	19	25

Les stratégies de collaboration

Le tableau ci-dessous présente les principales stratégies de partage d'information mobilisées par les partenaires dans le cadre des 225 situations accompagnées par le CSVC.

Trois grandes avenues ont été utilisées :

- Le partage d'information sans donnée nominative, qui permet de consulter les personnes-ressources du CSVC tout en respectant les balises de confidentialité. Cette approche est souvent utilisée pour explorer des hypothèses de risque, identifier des éléments à surveiller ou réfléchir aux mesures préventives envisageables.
- Le partage d'information avec autorisation à communiquer, souvent obtenu auprès de la victime. Cette stratégie s'inscrit dans une approche collaborative et préventive, en cohérence avec les bonnes pratiques en intervention concertée.
- La levée de la confidentialité sans consentement, permise lorsqu'il existe un risque sérieux de mort ou de blessures graves qui inspire un sentiment d'urgence, conformément aux dispositions de la Loi 115.

Il est important de noter que plus d'une stratégie peut être mobilisée au fil du temps pour une même situation, en fonction de son évolution.

Tableau 6 : Type de communication

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité
117	15	93

Les rencontres dans le cadre de la gestion collective des risques

Au cœur du modèle du CSVC se trouvent des rencontres stratégiques et adaptables, conçues pour répondre aux besoins évolutifs de chaque situation. En 2025-2026, un total de 397 rencontres ont été réalisées, illustrant la capacité du modèle à mobiliser les partenaires de manière ciblée, concertée et proportionnée aux risques en présence.

Les types de rencontres tenues cette année peuvent être regroupés comme suit :

Rencontres de soutien à l'évaluation et à la gestion des risques

Réalisées principalement par Teams ou par téléphone, ces rencontres permettent à un.e ou plusieurs intervenant.e.s d'explorer les hypothèses de risque, de valider leur analyse, d'identifier les partenaires à mobiliser et de planifier les premières étapes d'un plan d'action. Elles peuvent précéder ou accompagner les concertations intersectorielles.

Rencontres de concertation intersectorielle, qui se déclinent en trois volets

1) Cellules de crise

Convoquées en situation de risque élevé ou imminent, elles rassemblent en urgence les partenaires pertinents afin de planifier un filet de sécurité autour de la victime, de ses proches et de l'auteur de violence conjugale. Cette année, environ 27% des situations accompagnées par le CSVC ont nécessité la tenue d'une cellule de crise.

2) Rencontres multipartenaires

Mobilisées à des fins préventives, elles sont convoquées lorsqu'un risque est perçu, mais qu'il ne justifie pas l'urgence d'une cellule de crise. Elles réunissent les partenaires disposant d'une autorisation à communiquer pour réfléchir ensemble aux mesures concertées à mettre en place.

3) Rencontres de suivi du plan d'actions concertées

Elles permettent de faire le point collectivement sur la mise en œuvre des mesures, d'ajuster les stratégies selon l'évolution de la situation et de maintenir une coordination intersectorielle active. Il s'agit d'une rencontre réunissant tous les partenaires impliqués.

Rencontres de suivi

Réalisées à la demande du ou des intervenant·e·s, ces rencontres visent à faire le point sur l'évolution d'une situation déjà accompagnée. Elles permettent de réévaluer les risques, d'adapter les filets de sécurité et d'identifier les partenaires à remobiliser ou à ajouter selon les besoins. Il s'agit d'un suivi réalisé avec un seul partenaire directement impliqué dans la situation.

Tableau 7 : Type de rencontre de concertation et d'accompagnement

Rencontre de soutien à l'évaluation et à la gestion	Rencontre de concertation			Rencontre de suivi
	Cellule de crise	Rencontre multipartenaire	Suivi du plan d'actions concertées	
245	61	22	9	54

Derrière l'ensemble de ces rencontres, un travail considérable est effectué par l'équipe de liaison. Des appels téléphoniques et des courriels sont effectués dans le cadre des suivis contribuant au maintien du lien avec les partenaires, à l'accompagnement de ces derniers et à l'évaluation continue du risque totalisant plus de 1 282 interventions. Soulignons que plusieurs rencontres de soutien à l'évaluation peuvent être réalisées pour une même situation.

Statut de la relation conjugale

Le statut de la relation entre les personnes concernées constitue un indicateur clé pour évaluer les risques et orienter les actions concertées à mettre en œuvre. En contexte de violence conjugale, certaines périodes sont particulièrement critiques, notamment les ruptures récentes, les relations toujours en cours, et les situations en transition, où la séparation est amorcée, mais non stabilisée.

Pour l'année 2025-2026, les données révèlent que : 65% des situations traitées concernaient des relations post-séparation ; 19 % concernaient des relations toujours en cours et 16 % présentaient un statut flou ou en transition, où la séparation était souhaitée ou amorcée mais marquée par des contacts persistants ou une cohabitation qui subsistait malgré la volonté de rupture.

Au cours de l'année, nous avons également constaté 14 situations dans lesquelles le couple était en cohabitation. Dans ces cas, l'auteur de violence avait un accès de proximité à la victime et aux enfants durant la période de séparation, ce qui constitue un élément essentiel à considérer dans l'analyse du niveau de risque.

Nous avons aussi été amenés à examiner des situations (4) où il n'existait pas de relation réelle entre la victime et l'auteur, mais où ce dernier entretenait la croyance d'une relation. Ce type de dynamique représente un enjeu particulier, puisqu'il peut générer des comportements intrusifs ou menaçants malgré l'absence de lien conjugal.

Tableau 8 : Statut de la relation conjugale

Séparation récente (1 an et moins)	Violence post- séparation (1 an et plus)	Maintien de la relation	Séparation imminente	Autre
95	52	42	30	6

Facteurs de risque

L'identification des facteurs de risque est essentielle pour évaluer plus précisément la sécurité dans une situation en contexte de violence conjugale, d'anticiper et d'adapter les interventions en conséquence afin de prévenir le pire. Les facteurs de risque contribuent à mettre en place des filets de sécurité mieux ciblés et adaptés pour la victime, ses proches et l'auteur de violence.

En raison du changement de notre méthode de prise de notes et de l'intégration d'un nouveau logiciel au cours de l'année, il ne nous a pas été possible pour l'année 2025-2026 d'extraire les occurrences de façon fiable. Toutefois, nous sommes en mesure de mettre en évidence les principaux facteurs de risque, c'est-à-dire ceux qui reviennent le plus souvent dans nos situations.

Le facteur de risque prédominant répertorié est celui de la crainte de la victime de violence conjugale à l'égard de l'agresseur. Aussi, dans une très grande proportion des situations, la peur - qu'elle provienne de la victime, de ses proches ou des intervenants.es - fait partie intégrante du portrait de la situation. Cela indique l'importance d'écouter ces craintes et de comprendre où elles se situent afin de bien évaluer les risques en contexte de violence conjugale.

La vulnérabilité de la victime constitue un facteur aggravant dans notre outil d'évaluation, la grille Vigie VC. Dans de nombreuses situations, nous avons vu ce facteur se manifester. Il s'avère particulièrement pertinent dans l'analyse d'une situation, puisqu'il nous renseigne sur la manière dont les réseaux de la victime, mais aussi les partenaires, peuvent se positionner. Il permet également de mettre en lumière des éléments essentiels susceptibles de compromettre la sécurité des victimes.

Comme ceci était le cas l'année dernière, nous constatons une fois de plus cette année que la consommation problématique d'alcool, de drogues ou de substances psychoactives est fréquemment soulevée dans le portrait des situations avec lesquelles nous collaborons.

Un facteur très présent est la manifestation de propos ou de tentatives de suicide de la part de l'auteur de violence, ce qui constitue également un facteur aggravant dans une situation de violence conjugale. Cet élément doit être pris en compte lors de la mise en place des filets de sécurité, afin de s'assurer qu'il ne soit pas négligé.

Un facteur peu documenté, mais qui est intéressant de mettre en lumière, concerne les propos suicidaires de la victime. Dans certaines situations traitées en collaboration avec le CSVC, nous avons constaté ce facteur de risque. Celui-ci était identifié comme étant directement lié au contexte de violence conjugale et faisait partie des scénarios envisagés par la victime pour se soustraire de la violence. Cela constitue un élément majeur à considérer lorsque nous mesurons le risque pour la sécurité.

Il est également intéressant de souligner que, dans l'ensemble des situations traitées en collaboration avec le CSVC, une moyenne de 16 facteurs de risque est identifiée par situation.

Le tableau suivant présente les principaux facteurs de risque qui ont été identifiés dans les 225 situations traitées en collaboration avec le CSVC cette année.

Tableau 9 : Principaux facteurs de risque répertoriés

FACTEURS DE RISQUE
Crainte de la victime de violence conjugale à l'égard de l'agresseur
Vulnérabilité de la victime
Consommation problématique d'alcool, de drogues ou de substances psychoactives
Propos ou tentatives de suicide de l'auteur de violence
Possession d'armes
Intensification des manifestations de contrôle et de violence
Possessivité et obsession de la personne dominante
Changement de vie important dans les 12 derniers mois
Crainte des proches ou de l'entourage de la victime de violence conjugale
Antécédents criminels
Menaces de mort
Écart d'intention quant à la séparation
Problème de santé mentale diagnostiqué chez l'auteur de violence
Nouveau ou nouvelle partenaire de la victime de violence conjugale
Bris de condition
Écart d'intention quant à la garde des enfants
Perte d'emprise de l'auteur de violence sur la victime au-delà de la séparation
Difficultés financières importantes
Étranglement de la victime de violence conjugale
Sortie de détention/fin des mesures de contrôle de l'auteur de violence
Milieu criminalisé
Propos ou tentatives de suicide de la victime de violence
Séquestration
Cruauté envers les animaux

Filets de sécurité

La mise en place de filets de sécurité est au cœur de notre mobilisation collective. C'est l'essence même de ce qui permet de diminuer les risques dans les situations de violence conjugale. Ce sont nos actions qui, collectivement, permettent d'améliorer la sécurité des victimes, de leurs proches et des auteurs de violence et c'est la portée de ces filets de sécurité qui crée du non-événement.

Le tableau ci-dessous répertorie une liste des principaux filets de sécurité tissés (actions intrasectorielles et intersectorielles) identifiés dans les 225 situations de 2025-2026. Pour des raisons nommées précédemment, il a été difficile cette année d'extraire les occurrences de façon fiable. Par contre, au cours de l'année, d'innombrables filets de sécurité ont été mis en place afin d'améliorer la sécurité des victimes, de leurs proches et de l'auteur de violence. Nous soulignons la créativité des partenaires qui repousse constamment les limites pour mettre en place des filets de sécurité adaptés à chaque situation et qui peuvent parfois sortir du cadre habituel. Par exemple, l'arrimage avec des ressources destinées aux animaux permettant d'éviter que les victimes s'exposent au danger, les arrimages faits avec les processus d'intervention concertés (PIC), l'implication de la ligne 811, les demandes de protection en matière civile.

Tableau 10 : Principaux filets de sécurité répertoriés

FILETS DE DÉCURITÉ
Établissement de scénarios de protection
Drapeau rouge / Info lieu / Historique d'endroit
Offre de suivi auprès des victimes

Accompagnement de la victime dans la prise de conscience du danger
DPJ déjà présente dans la famille
Accompagnement de la victime pour porter plainte
Signalement à la DPJ
Établissement de conditions de remise en liberté
Détention de l'auteur de violence
Offre de suivi auprès des auteurs de violence
Hébergement de la victime/enfants
Établissement d'un filet de sécurité avec le milieu scolaire et de travail
Déménagement de la victime
Arrestation de l'auteur de violence à la suite d'un bris de condition
Priorisation et intensification du suivi de l'auteur de violence
Installation d'un système de surveillance chez la victime
Imposition de conditions en lien avec la promesse de comparaître (services policiers)
Accompagnement de la victime pour faire un auto-signalement à la DPJ
Ordonnance de garder la paix (810)
Imposition d'un bracelet antirapprochement (BAR)
Ordonnance de garde des enfants
Placement de l'enfant/ des enfants chez d'autres membres de la famille
Organisation des déplacements sécuritaires
Détermination d'un lieu sécuritaire pour l'échange des enfants
Relocalisation de la victime avec le programme LAFU

Dans cette section, nous présentons les données regroupées par région et sous-région. Cela permet d'avoir un portrait plus précis des réalités des régions et de mieux comprendre les particularités propres à chaque milieu.

Région du Bas-Saint-Laurent (01)

En 2025–2026, 24 organisations ont participé aux activités de formation et aux différentes rencontres du CSVC, pour un total de 161 participations. Parmi celles-ci, une rencontre des personnes en autorité et trois rencontres des personnes-ressources ont été tenues, réunissant 22 organisations et générant 95 participations.

Dans une optique de partenariat et dans le souci de maintenir une communication ouverte, une rencontre entre le CISSS du Bas-Saint-Laurent et le CSVC a eu lieu dans le cadre de l'intégration des services en violence conjugale et en violence sexuelle. Cette rencontre visait à mieux comprendre nos mandats respectifs et à nous arrimer afin d'éviter tout dédoublement. Nous avons ainsi examiné les trajectoires de services et clarifié les mandats de chacun. Nous avons également convenu de coordonner les dates des activités du CSVC et du Comité d'intégration des services en violence sexuelle et conjugale afin de réduire les déplacements des partenaires.

Enfin, le CSVC a soutenu les partenaires dans le cadre de 20 situations.

Tableau 11 : Description des situations traitées au Bas-Saint-Laurent en 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
	20	
ORGANISATIONS PARTENAIRES	Maison d'aide et d'hébergement	9
	CISSS - CIUSSS	4
	DPJ	2
	CAVAC	1
	Centre de femmes	1
	DPJ	2
	DSPC - Probation	2
	Service de police	1
	Maison d'aide et d'hébergement	9
	CISSS - CIUSSS	7
	Service de police	6
	CAVAC	5
	DSPC - Probation	5
	DPCP	4
	Autre cellule d'actions concertées	2
	Centre de femmes	2
	DPJ	2
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	2
	Centre de prévention du suicide	1
	CRC	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT			CONJOINT OU EX-CONJOINT				PROCHE		
Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Jaune	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge
6	3	11	4	1	6	15	1	2	2	4	1	2

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation			Suivi
				Cellule	Multi	Suivi plan	
16	0	4	20	3	2	1	4

Région de la Capitale-Nationale (03)

Au cours de l'année 2025–2026, les activités de formation et les rencontres du CSVC ont mobilisé 32 organisations, représentant un total de 174 participations. Deux rencontres des personnes en autorité ainsi que cinq rencontres des personnes-ressources ont notamment été réalisées, réunissant 30 organisations pour un total de 103 participations. À la demande des partenaires, les rencontres des personnes-ressources de Portneuf ont cette année été combinées à celles de Québec-Métro.

Dans la volonté de poursuivre l'offre de formation et de soutenir l'appropriation du modèle CSVC, nous avons poursuivi notre étroite collaboration avec le comité piliers hauts risques du CIUSSS de la Capitale-Nationale. Ce partenariat vise à assurer la formation continue des personnes ainsi désignées dans les différentes directions et permet également d'améliorer les trajectoires dans ces différentes directions et secteurs d'intervention. Cette année, le comité a développé et coanimé des ateliers d'apprentissage par cas, où des intervenants piliers hauts risques apportaient des situations en lien avec des grilles Vigie VC qu'ils avaient déjà eu à remplir. Une simulation de cellule d'actions concertées a également été développée et a été fort appréciée des piliers. Ils ont aussi reçu la formation sur la levée de la confidentialité. Pour l'année 2025-2026, trois rencontres ont eu lieu pour un total de 31 participations. À l'extérieur de ce comité, les piliers hauts risques du CIUSSS de la Capitale-Nationale ont organisé deux ateliers de pratique d'évaluation du risque rejoignant ainsi 61 intervenants spécialisés en violence conjugale de l'organisation.

De plus, une présentation du modèle CSVC a été faite à la Table de concertation en violence conjugale et familiale de Portneuf. Cette présentation visait à accroître la connaissance du modèle chez les participants.es de la Table, ainsi qu'à offrir un espace pour répondre aux questions d'éclaircissement concernant celui-ci.

Du côté de Charlevoix, nous avons poursuivi nos collaborations dans ce secteur en consolidant notre présence et nos liens sur le territoire. Un nouveau partenariat important a été établi avec un acteur clé de la gestion collective des risques, le Centre de prévention du suicide de Charlevoix. Cette collaboration a permis de renforcer les liens et de codévelopper du contenu de formation destiné aux personnes-ressources, afin de soutenir le développement continu des connaissances. Le contenu créé faisait écho aux constats du plus récent rapport du comité d'examen des décès, qui souligne notamment le risque suicidaire chez les victimes de violence conjugale. Cette démarche a permis de sensibiliser les partenaires à cet enjeu et de renforcer leur capacité à intervenir de façon concertée auprès des personnes à risque.

Enfin, le CSVC a également accompagné les partenaires dans 76 situations au cours de cette période.

Secteur Charlevoix

Tableau 12 : Description des situations traitées à Charlevoix en 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
		5
ORGANISATIONS PARTENAIRES	Maison d'aide et d'hébergement	4
	CPS	1
	Maison d'aide et d'hébergement	4
	CPS	4
	CISSS-CIUSSS	3
	Service de police	3
	CAVAC	1
	DPCP	1
	DPJ	1
	Autre ressource spécialisée en VC auprès des victimes	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME		ENFANT		CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE	
Orange	Rouge	Blanc	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange
1	4	1	2	1	1	3	3	3

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation	
				Cellule	Multi
2	0	3	6	2	1

Secteur Portneuf

Tableau 13 : Description des situations traitées à Portneuf en 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
		13
ORGANISATIONS PARTENAIRES	Maison d'aide et d'hébergement	5
	DSPC - Probation	3
	DPJ	2
	CISSS-CIUSSS	1
	Rebâtir	1
	Service de police	1
	Service de police	10
	Maison d'aide et d'hébergement	8
	CAVAC	6
	DPCP	5
	DPJ	5
	DSPC – Probation	5
	CPS	3
	CISSS-CIUSSS	3
	DSPC – Détention	2
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	2
	CRC	2
	Rebâtir	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT			CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE		
Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge
1	1	11	1	1	8	7	1	5	5	1	3

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation			Suivi
				Cellule	Multi	Suivi plan	
4	1	8	12	8	2	1	3

Secteur Québec-Métro

Tableau 14 : Description des situations traitées à Québec-Métro en 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR		Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	58
		CISSS - CIUSSS	18
		DPJ	10
		CAVAC	7
		Organisme en santé mentale	4
		Autre ressource spécialisée en violence conjugale	3
		Maison d'aide et d'hébergement	3
		DSPC - Probation	3
		Rebâtir	3
		Maison 2 ^e étape	2
		Centre de traitement des dépendances	1
		DPCP	1
		Ressource santé et bien-être des hommes	1
		Autre (Aide juridique)	2
ORGANISATIONS PARTENAIRES		CISSS - CIUSSS	26
		CAVAC	15
		DPJ	15
		Service de police	14
		Maison d'aide et d'hébergement	12
		DSPC – Probation	10
		Autre ressource spécialisée en violence conjugale	6
		DPCP	6
		Organisme en santé mentale	4
		Maison 2 ^e étape	3
		Rebâtir	3
		Autre cellule d'action concertées	2
		DSPC – Détention	2
		Organisme en dépendance	2
		Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	2
		Ressource santé et bien-être des hommes	2
		Centre de crise	1

CRC	1
SCC	1
Autre (Aide juridique et constables spéciaux du palais de justice de Qc)	3

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT			CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE		
Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge
9	14	34	11	14	22	40	10	21	21	7	6

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation			Suivi
				Cellule	Multi	Suivi plan	
36	4	18	62	7	6	2	15

Région de la Mauricie (04)

En 2025–2026, les activités de formation et les rencontres du CSVC ont mobilisé 14 organisations, représentant un total de 92 participations. Dans ce cadre, trois rencontres des personnes-ressources ont été réalisées, réunissant 13 organisations pour un total de 44 participations.

Par ailleurs, une présentation du modèle CSVC a été offerte aux intervenantes désignées en violence conjugale du CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec. Cette activité, à laquelle ont participé 68 personnes, visait à favoriser une meilleure compréhension du modèle ainsi qu'à soutenir l'harmonisation des pratiques et la collaboration entre les partenaires concernés.

Le CSVC a également accompagné les partenaires dans 25 situations au cours de cette période.

Tableau 15 : Description des situations traitées en Mauricie en 2025-2026

	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
	25	
NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	CISSS - CIUSSS	7
	Maison d'aide et d'hébergement	5
	CAVAC	3
	CRC	3
	DPCP	2
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	2
	DPJ	1
	DSPC - Probation	1
	Service de police	1
	CISSS-CIUSSS	14
	Maison d'aide et d'hébergement	12
ORGANISATIONS PARTENAIRES	Service de police	12
	CAVAC	10
	DPCP	9
	DSPC - Probation	7
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	7
	DPJ	5

	CRC	3
	CALACS	1
	CPS	1
	DSPC - Détention	1
	Organisme en santé mentale	1
	SCC	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT			CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE		
Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge
5	5	15	4	5	6	19	3	3	4	3	1

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation			Suivi
				Cellule	Multi	Suivi plan	
13	3	9	25	7	1	3	4

Région de l'Estrie (05)

En 2025–2026, la mobilisation des partenaires s'est traduite par la participation de 23 organisations aux activités de formation et aux rencontres du CSVC, pour un total de 142 participations. Dans ce cadre, une rencontre des personnes en autorité ainsi que cinq rencontres des personnes-ressources ont été tenues, réunissant 23 organisations et générant 83 participations.

Cette année, des ajustements ont également été apportés à l'appellation de certains secteurs afin d'assurer une meilleure concordance avec les réalités et le langage du milieu. Le secteur « Granby, Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi » est maintenant désigné sous le nom « Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi », alors que le secteur « Grand-Estrie » devient « Ex-Estrie ».

Le CSVC a également accompagné les partenaires dans 21 situations au cours de cette période.

Secteur Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi

Tableau 16 : Description des situations traitées à HYBM en 2025-2026

Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC		8
NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Maison d'aide et d'hébergement	3
	CAVAC	1
	DPJ	1
	DSPC	1
	Autre (Service privé de travail social, psychologue IVAC)	2
	Maison d'aide et d'hébergement	4
ORGANISATIONS PARTENAIRES	Service de police	4
	CAVAC	2
	DPCP	2
	DPJ	2

	Autre cellule d'actions concertées	1
	CISSS - CIUSSS	1
	DSPC - Probation	1
	Autre (Service privé de travail social, psychologue IVAC)	2

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT			CONJOINT OU EX-CONJOINT		PROCHE
Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Rouge	Orange
2	1	4	3	1	3	7	1	1

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à 7communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation		Suivi
				Cellule	Multi	
5	1	2	9	2	2	3

Secteur de l'Ex-Estrie

Tableau 17 : Description des situations traitées à Ex-Estrie en 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR		NOMBRE DE SITUATIONS traitées en collaboration avec le CSVC	13
ORGANISATIONS PARTENAIRES		Maison d'aide et d'hébergement	4
		CISSS - CIUSSS	3
		DPJ	3
		CAVAC	2
		DSPC	1
		CISSS – CIUSSS	7
		DPJ	7
		Maison d'aide et d'hébergement	6
		Service de police	6
		Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	4
		CAVAC	3
		DSPC - Probation	2
		DPCP	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME		ENFANT			CONJOINT OU EX-CONJOINT				PROCHE	
Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Jaune	Orange	Rouge	Blanc	Rouge
5	8	3	2	4	6	1	1	5	2	2

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation		Suivi
				Cellule	Multi	
4	2	7	14	3	3	4

Région de la Côte-Nord (09)

En 2025–2026, 26 organisations ont participé aux activités de formation et aux rencontres du CSVC, représentant un total de 151 participations. Dans ce cadre, deux rencontres des personnes en autorité ainsi que cinq rencontres des personnes-ressources ont été tenues, réunissant 22 organisations pour un total de 83 participations.

En mai 2025, nous avons offert une présentation aux étudiants.es du baccalauréat en travail social de l'Université du Québec à Rimouski, campus de Lévis (UQAR), cohorte de Baie-Comeau. Cette activité, réalisée dans le cadre du cours *L'intervention en contexte de violence conjugale et familiale*, visait à renforcer la compréhension des enjeux liés à la sécurité des victimes. Plus spécifiquement, la présentation a permis : de faire connaître le CSVC; d'expliquer le rôle des cellules d'actions concertées du Québec; de présenter, de façon sommaire, le processus d'évaluation des risques pour la sécurité des victimes de violence conjugale et de leurs proches (grille Vigie-VC) et de permettre aux étudiants.es de se familiariser avec la gestion collective des risques. Cette activité contribue à soutenir la formation de la relève et à renforcer la compréhension des pratiques concertées en matière de violence conjugale.

Le modèle CSVC est déployé dans les secteurs de Baie-Comeau et de Sept-Îles depuis respectivement 2022 et 2023. Toutefois, considérant le taux toujours élevé de violence conjugale sur la Côte-Nord, le besoin d'étendre le déploiement à d'autres territoires a été identifié. Ainsi, en janvier dernier, le CSVC a pris part à une consultation organisée par la Table de concertation en violence conjugale de la Côte-Nord. Cette démarche visait à échanger sur les possibilités d'élargir le déploiement du modèle à d'autres secteurs de la région et à recueillir les préférences des partenaires quant aux modalités de mise en œuvre.

Par ailleurs, le CSVC a soutenu les partenaires dans le cadre de 26 situations au cours de cette période.

Secteur de Manicouagan

Tableau 18 : Description des situations traitées à Manicouagan en 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC		15
ORGANISATIONS PARTENAIRES	CISSS - CIUSSS		9
	Service de police		4
	CAVAC		1
	Autre (Ressource famille)		1
	CISSS - CIUSSS		10
	Service de police		9
	CAVAC		6
	DPJ		6
	DPCP		5
	Maison d'aide et d'hébergement		5
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents		5
	CPS		2
	DSPC - Probation		2
	Maison 2 ^e étape		1
	Autre (Ressource famille et école secondaire)		2

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT			CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE	
Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Rouge
4	4	7	4	3	6	12	1	2	7	2

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation		Suivi
				Cellule	Multi	
7	0	8	14	6	1	6

Secteur de Sept-Rivières

Tableau 19 : Description des situations traitées à Sept-Rivières 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR		NOMBRE DE SITUATIONS TRAITÉES EN COLLABORATION AVEC LE CSVC	
ORGANISATIONS PARTENAIRES		CISSS - CIUSSS	7
		CAVAC	1
		Centre de femmes	1
		Maison d'aide et d'hébergement	1
		Service de police	1
		CISSS - CIUSSS	9
		Service de police	9
		DPCP	6
		CAVAC	5
		DPJ	5
		Maison d'aide et d'hébergement	5
		Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	5
		Centre de femmes	1
		CPS	1
		DSPC - Probation	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT		CONJOINT OU EX-CONJOINT				PROCHE	
Blanc	Orange	Rouge	Orange	Rouge	Blanc	Jaune	Orange	Rouge	Blanc	Rouge
2	2	6	1	7	5	1	3	2	2	1

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation		Suivi
				Cellule	Multi	
5	0	6	12	7	1	4

Région de Chaudière-Appalaches (12)

En 2025–2026, les activités de formation et les rencontres du CSVC ont mobilisé 24 organisations, représentant un total de 202 participations. Dans ce cadre, une rencontre des personnes en autorité ainsi que neuf rencontres des personnes-ressources ont été réalisées, réunissant 24 organisations pour un total de 109 participations.

Par ailleurs, dans le cadre des démarches entreprises par le CISSS de Chaudière-Appalaches afin de renforcer la concertation et la cohérence des interventions en matière de violence conjugale, le CSVC a été invité à offrir un webinaire destiné aux gestionnaires du CISSS de Chaudière-Appalaches. Cette activité visait à mieux faire connaître le fonctionnement du modèle CSVC, à clarifier le rôle et les responsabilités des gestionnaires dans la trajectoire de services ainsi qu'à soutenir une collaboration intersectorielle efficace. Le webinaire a réuni 96 gestionnaires.

Le CSVC a également accompagné les partenaires dans 42 situations au cours de cette période.

Secteur du Littoral

Tableau 20 : Description des situations traitées au Littoral 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
		17
ORGANISATIONS PARTENAIRES	CAVAC	5
	CISSS - CIUSSS	3
	DPJ	3
	Maison d'aide et d'hébergement	2
	Centre de femmes	1
	DSPC	1
	Rebâtir	1
	Service de police	1
	CAVAC	7
	Maison d'aide et d'hébergement	5
	CISSS - CIUSSS	4
	DPCP	4
	DPJ	4
	DSPC - Probation	4
	Service de police	4
	DSPC - Détention	3
	CRC	2
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	2
	Centre de femmes	1
	Rebâtir	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT			CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE	
Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Rouge
3	6	8	4	2	5	14	1	2	7	4

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation			Suivi
				Cellule	Multi	Suivi plan	
12	0	5	21	2	1	1	1

Secteur des Appalaches

Tableau 21 : Description des situations traitées à Appalaches 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
	ORGANISATIONS PARTENAIRES	
	Maison d'aide et d'hébergement	5
	DPJ	3
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	1
	Rebâtir	1
	DPJ	9
	Maison d'aide et d'hébergement	8
	Service de police	8
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	7
	CISSS - CIUSSS	5
	DPCP	4
	CAVAC	2
	Organisme en dépendance	1
	Rebâtir	1
	Autre (Huissier et LAFU)	2

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME			ENFANT		CONJOINT OU EX- CONJOINT			PROCHE
Blanc	Orange	Rouge	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc
1	2	7	2	8	4	1	5	3

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation		Suivi
				Cellule	Multi	
1	1	8	12	3	5	2

Secteur de Beauce-Etchemin

Tableau 22 : Description des situations traitées à Beauce-Etchemin 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
	ORGANISATIONS PARTENAIRES	
	DPJ	5
	CISSS - CIUSSS	4
	CRC	1
	CISSS - CIUSSS	7
	DPJ	6
	Maison d'aide et d'hébergement	4

	Service de police	3
	CAVAC	2
	DPCP	2
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	2
	CRC	1
	DSPC – Probation	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME		ENFANT		CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE	
Blanc	Rouge	Blanc	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Rouge
1	4	1	4	3	1	1	1	3

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation
3	3	4	11	4

Secteur de Montmagny-L'Islet

Tableau 23 : Description des situations traitées à Montmagny-L'Islet en 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
	ORGANISATIONS PARTENAIRES	
	DPJ	5
	Maison d'aide et d'hébergement	2
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	1
	Ressource santé et bien-être des hommes	1
	DPJ	1
	Service de police	5
	Maison d'aide et d'hébergement	5
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	3
	CAVAC	3
	DPCP	2
	Ressource santé et bien-être des hommes	2
	Centre de femmes	2
	CISSS - CIUSSS	1
	DSPC – Probation	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME		ENFANT		CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE		
Blanc	Rouge	Blanc	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge
1	4	1	4	3	1	1	1		3

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation		Suivi
				Cellule	Multi	
2	0	3	5	1	1	1

Région du Centre-du-Québec (17)

Au cours de l'année 2025–2026, les activités de formation et les rencontres du CSVC ont permis de mobiliser 21 organisations, totalisant 98 participations. Dans ce cadre, deux rencontres des personnes en autorité ainsi que quatre rencontres des personnes-ressources ont été tenues, réunissant 20 organisations pour un total de 54 participations.

De plus, une présentation du modèle CSVC a été réalisée auprès du comité de gestion de la Sûreté du Québec, regroupant 24 policiers de la région. Cette présentation visait à soutenir une meilleure compréhension du modèle ainsi qu'à favoriser une concertation accrue entre les partenaires concernés par les situations de violence conjugale.

Par ailleurs, le CSVC a accompagné les partenaires dans 15 situations au cours de cette période.

Secteur Bécancour-Nicolet-Yamaska

Tableau 24 : Description des situations traitées à Bécancour-Nicolet-Yamaska 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
	ORGANISATIONS PARTENAIRES	
		5
	CAVAC	2
	DPJ	1
	Maison d'aide et d'hébergement	1
	Service de police	1
	Service de police	5
	CAVAC	4
	CISSS – CIUSSS	4
	DPCP	4
	Maison d'aide et d'hébergement	4
	CPS	3
	DPJ	3
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	3
	Autre cellule d'actions concertées	1
	DSPC – Probation	1

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME		ENFANT		CONJOINT OU EX-CONJOINT			PROCHE	
Orange	Rouge	Blanc	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange
1	4	3	2	3	1	1	3	1

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation			Suivi
				Cellule	Multi	Suivi plan	
1	0	4	6	4	1	1	4

Secteur Arthabaska-Érable

Tableau 25 : Description des situations traitées à Arthabaska-Érable 2025-2026

NOMBRE DE SITUATIONS IDENTIFIÉES PAR ORGANISATIONS PARTENAIRES	Nombre de situations traitées en collaboration avec le CSVC	
		10
	CAVAC	7
	DPJ	1
	Maison d'aide et d'hébergement	1
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	1
	CAVAC	7
	Service de police	3
	Maison d'aide et d'hébergement	3
	Organisme pour conjoints ayant des comportements violents	3
	CISSS - CIUSSS	2
	DPCP	2
	DPJ	2

La codification : niveaux de risque pour la sécurité

VICTIME		ENFANT		CONJOINT OU EX-CONJOINT				PROCHE		
Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge	Blanc	Orange	Rouge
4	6	1	2	6	7	1	2	4	1	1

Les stratégies de collaboration

Communication sans donnée nominative	Communication de données nominatives avec autorisation à communiquer	Communication de données nominatives avec levée de la confidentialité	Rencontre de soutien	Rencontre de concertation		Suivi
				Cellule	Multi	
6	0	4	16	2	1	3

Troisième section — Formations 2025-2026

Formation « Initiation à l'évaluation des risques pour améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale et de leurs proches »

La formation « Initiation à l'évaluation des risques pour améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale et de leurs proches » s'adresse aux intervenants.es appelés à agir en étroite concertation pour prévenir des drames en matière de violence conjugale (agression, homicide et suicide). Ce sont les intervenants.es des maisons d'aide et d'hébergement, les policiers et policières, les intervenants.es médicaux et sociaux, les intervenants.es de la DPJ, les procureurs.es, les intervenants.es des CAVAC, les services correctionnels, les ressources pour hommes et tout autre ressource ou organisme œuvrant en ce domaine complexe.

La formule intersectorielle de cette formation est offerte dans chaque région couverte par le CSVC deux à trois fois par année. Elle est dispensée à l'ensemble des partenaires et elle permet aux organismes de former plusieurs membres de leur équipe en plus des personnes-ressources. Cette année, une mise à jour de la formation a été amorcée afin de mieux répondre aux besoins d'apprentissage des participants.es. Les travaux de révision se poursuivront au cours de la prochaine année, tout comme le déploiement de la nouvelle version de la formation.

Les formules sur mesure permettent d'adapter la formation aux besoins spécifiques de certaines équipes de travail. Ainsi, la durée de la formation peut varier, ce qui permet à certaines organisations de former plus de personnel ou encore de maintenir les acquis de l'équipe via une formule contenant davantage d'activités permettant l'appropriation de la grille VIGIE VC. Cette grille, développée par le CSVC, soutient l'analyse du risque en contexte de violence conjugale. Elle regroupe des indicateurs cliniques, actuariels et contextuels organisés en huit catégories — allant des manifestations de contrôle et de violence jusqu'aux facteurs de protection — pour guider l'évaluation de la sécurité. Elle ne remplace pas l'expertise des intervenants.es mais, l'appuie en structurant les observations afin de codifier le niveau de risque, cibler les partenaires à mobiliser, préciser les éléments à surveiller et assurer le suivi des actions mises en place.

En résumé, comme vous le constaterez dans le tableau ci-dessous, trois formations sur mesure et 19 formations intersectorielles ont été offertes en 2025-2026. Cela représente un total de 22 formations et de 215 personnes formées en provenance de 75 organisations.

Tableau 26 : Formations sur l'évaluation et la gestion collective des risques pour la sécurité 2025-2026

FORMATIONS SUR MESURE			
RÉGIONS	NOMBRE DE FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPATIONS	ORGANISATIONS FORMÉES
Estrie	1	11	- Maison Alice Desmarais
Toutes les régions	2	18	- Alliance des maisons de deuxième étape
Sous-total	3	29	11

FORMATIONS INTERSECTORIELLES

RÉGIONS	NOMBRE DE FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPATIONS	ORGANISATIONS FORMÉES		
Bas-Saint-Laurent	2	18	- CAVAC - CF de Rimouski - CF du Ô Pays	- CF du Témiscouata - CISSS - CRC Arc-en-Soi	- L'Autre-Toit du KRTB - Sureté du Québec - Trajectoires-hommes du KRTB
Capitale-Nationale	3	31	- CAVAC - Centre de crise de Qc - CPS de Charlevoix - Centre d'expertise le Colibri	- CIUSSS-CN - Inter-Elles - Maison Hélène-Lacroix - Maison la Montée	- Maison Marie-Rollet - Maison Missinak - Maison pour femmes immigrantes
Mauricie	3	14	- CIUSSS MCQ - La Séjournelle	- Maison le FAR - Maison Radisson	- Service de police de Trois-Rivières
Estrie	3	21	- CIUSSSE-CHUS - CIUSSSE-CHUS DPJ - La Bouée Régionale - Maison Séjour	- L'Escale de l'Estrie - Maison CALM - Maison Horizon pour elle	- Service d'aide en prévention de la criminalité (SAPC)
Côte-Nord	3	43	- CAVAC - CISSS Côte-Nord DPJ - CPS - Maison Autour d'Elles - Maison des femmes de Baie-Comeau	- Maison Anita-Lebel - Maison L'Amie d'Elle - Sécurité publique de Uashat mak Mani-utenam (SPUM)	- Sureté du Québec - Uauitshitun services 1ere ligne
Chaudière-Appalaches	3	45	- CALACS Chaudière-Appalaches - Centre femme La Rose des Vents - Centre Yvon-Mercier	- CF L'Ancre - CF La Jardilec - CISSS-CA - CISSS-CA DPJ - La Gitée	- La Jonction pour Elle - Le Havre des femmes - Maison de la famille de Beauce-Etchemin - RÉHAB - Sûreté du Québec
Centre-du-Québec	2	14	- CAVAC - CF Parmi-Elles - CIUSSS	- Collective des femmes de Nicolet - La Volte-Face	- Maison des femmes des Bois-Francs - Maison Radisson
Sous-total	19	186	64		
TOTAL	22	215	75		

Formation « La levée de la confidentialité et du secret professionnel »

La connaissance et la compréhension, par l'ensemble des intervenants.es, des lois entourant la levée de la confidentialité et du secret professionnel, s'avèrent primordiales afin de favoriser les communications entre elles et eux et le partage d'informations dans les situations à risque.

Dans une optique d'appuyer les partenaires dans l'application des principes encadrant la levée de la confidentialité et le partage d'information légitime pour soutenir une prise de décision concertée et sécuritaire, nous avons répondu à une attente exprimée depuis longtemps par les partenaires, soit le retour d'une formation portant sur ce concept. Avec la collaboration de Me Audrey Turmel, nous avons débuté par des cohortes offertes en présentiel, exclusivement destinées aux personnes-ressources et aux personnes en autorité, à l'automne 2025. Par la suite, plusieurs formations ont été déployées en mode virtuel afin de permettre aux intervenants.es du milieu d'accéder à cette formation essentielle.

En résumé, comme vous le constaterez dans le tableau ci-dessous, 14 formations ont été données en 2025-2026. Cela représente un total 262 personnes formées au sujet de la levée de confidentialité et du secret professionnel en provenance de 107 organisations.

Tableau 27 : Formations sur la levée de la confidentialité et du secret professionnel 2025-2026

FORMATIONS INTERSECTORIELLES			
RÉGIONS	NOMBRE DE FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPATIONS	ORGANISATIONS FORMÉES
Bas-Saint-Laurent	2	48	- CF de la Mitis - CF de Rimouski - CF du Ô Pays - CF du Témiscouata - CF Catherine-Leblond - CF La passerelle du Kamouraska - CISSS - CISSS DPJ - CRC Arc-en-Soi - L'Autre-Toit du KRTB - Sureté du Québec (Matane et Rimouski) - Trajectoires-hommes du KRTB
Capitale-Nationale	2	39	- AutonHommie - CAVAC - Centre de crise de Qc - Centre de santé Valcartier - Centre d'expertise le Colibri - CF aux Plurielles - CIUSSS - CIUSSS DPJ - CRC le Pavillon - L'Autre-Toit du KRTB - DSPC Ste-Foy - Évolution Charlevoix - Inter-Elles - Maison des femmes de Québec - Maison du cœur pour femmes - Maison Hélène-Lacroix - Maison La Montée - Maison Marie-Rollet - Maison pour femmes immigrantes - SCC - Service de police de Wendake - Sureté du Québec
Mauricie	2	34	- Accord Mauricie - CAVAC - CIUSSS MCQ - CIUSSS MCQ DPJ - Établissement de détention de Trois-Rivières - La Sejournele - Maison Le FAR - Maison Radisson - Service de police de Trois-Rivières
Estrie	2	38	- CAVAC - Centre de femmes Entre'elles - CIUSSSE -CHUS - CIUSSSE-CHUS DPJ - La Bouée Régionale - La Bouée Régionale - La Bouée Régionale - La Méridienne - Le Seuil de l'Estrie - L'Escale de l'Estrie - Maison CALM - Horizon pour Elle - SCC - Service de police de Granby - Service de police de Sherbrooke - Sureté du Québec
Côte-Nord	2	25	- CALACS Lumière Boréale - CISSS - CISSS DPJ - CPS - DSPC - Homme aide Manicouagan - Maison Autour d'Elles - Maison des femmes de Baie-Comeau - Maison de la famille de Baie-Comeau - Maison L'Amie d'Elle
Chaudière-Appalaches	2	48	- CAVAC - Centre Alter Agir - Centre Ex-Equo - Centre Yvon Mercier - CF de Bellechasse - CF L'Ancrage - CF La Jardilec - CISSS - CISSS DPJ - DPCP - Le Havre l'Éclaircie - La Gîtée - La Jonction pour Elle - La Transit'Elles - Le Havre des femmes - Maison de la famille de Beauce-Etchemin - Partage au Masculin - RÉHAB - Service de police de la ville de Lévis - Sureté du Québec
Centre-du-Québec	2	30	- Accord Mauricie - CAIB - CALACS Unies-Vers-Toi - CAVAC - CIUSSS MCQ - CIUSSS MCQ DPJ - La collective des femmes de Nicolet - Équijustice - Homme Alternative - La Nacelle - La Volte-Face - Maison des femmes des Bois-Franc - Maison Radisson - Police Odanak et Wolinak - Sureté du Québec
Total	14	262	107

Quatrième section — Représentations et demandes de collaboration

Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale

Le Carrefour sécurité en violence conjugale siège au Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale, une instance provinciale ayant pour mandat d'étudier l'ensemble des décès associés à la violence conjugale (féminicides, uxoricides, filicides, familicides, suicides de victimes et d'auteurs), en vue de formuler des recommandations pour prévenir de telles tragédies.

Deux représentantes du conseil d'administration siègent sur ce comité. Au cours de l'automne 2024 et de l'hiver 2025, le comité a analysé plusieurs dossiers de décès survenus en contexte de violence conjugale. Le comité s'est ensuite réuni au printemps 2025 et à l'automne 2025 afin de mettre en commun les différentes expertises des membres. Le comité a ensuite proposé des recommandations en lien avec les situations analysées. Une première ébauche de rapport a été écrite et le comité s'est de nouveau réuni au printemps 2026 pour une lecture approfondie. Le rapport final devrait sortir à l'automne 2026.

Rencontres nationales des cellules d'intervention rapide du Québec

Pour l'année 2025-2026, une rencontre nationale chapeautée par le Secrétariat à la condition féminine a eu lieu. Cette espace de concertation garde les canaux de communication ouverts entre le Secrétariat à la condition féminine, le ministère de la Justice, le ministère de la Sécurité publique ainsi que les cellules d'intervention rapide du Québec. Cette rencontre a permis de se tenir informés.es sur l'état d'avancement de la recherche évaluative des cellules d'intervention rapide du Québec, de nommer les besoins des cellules et d'échanger sur les enjeux terrain.

Regroupement des cellules d'intervention rapide du Québec (CIRQ)

Cette année, les efforts de concertation entre les cellules d'intervention rapide du Québec se sont poursuivis. Deux rencontres ont été tenues pendant l'année. Elles permettent aux cellules de mettre en commun leurs expertises qui contribuent à enrichir les pratiques, de renforcer les liens, et d'approfondir la réflexion sur les enjeux communs. Cet espace de dialogue favorise non seulement une mise en commun des enjeux, mais aussi une normalisation des difficultés vécues dans le développement des cellules.

Cette année, en plus des comités « Autochtones » et « Tenue de dossiers et soutien aux partenaires », les cellules se sont dotées d'un comité « Discours commun ». Celui-ci a pour objectif de développer un langage commun et de mieux comprendre ce qui les rassemble, tout en identifiant ce qui les distingue.

Dans une volonté de se structurer, un mini comité exécutif a également été formé afin de préparer les rencontres et d'élaborer les ordres du jour. Toujours dans cette même dynamique, les cellules travaillent à identifier la meilleure façon de partager leurs documents entre elles et de se doter d'un canal de communication rapide et fluide.

Participation au comité aviseur de la recherche évaluative sur les cellules d'intervention rapide

Pour l'année 2025-2026, nos collaborations se sont poursuivies dans le cadre de la recherche évaluative sur les cellules d'intervention rapide, réalisée par l'École nationale d'administration publique

(ENAP) à la demande du Secrétariat à la condition féminine. Cette année, le comité aviseur sur lequel siège le CSVC s'est réuni une fois.

En janvier 2026, dans le cadre de cette démarche, en collaboration avec la chercheuse, nous avons organisé une rencontre d'information à l'intention des personnes en autorité afin de leur permettre de mieux comprendre la démarche et de mieux soutenir leurs personnes-ressources ainsi que les intervenants.es de première ligne qui seront appelés.es à contribuer à la recherche évaluative. Au total, 67 personnes ont participé à cette rencontre. Comme celle-ci avait été enregistrée, nous avons pu transmettre l'information aux personnes absentes, assurant ainsi l'accessibilité du contenu à l'ensemble des membres.

Table ronde sur les cellules d'intervention rapide - Colloque sur la violence conjugale et familiale

Dans le cadre de la troisième édition du Colloque sur la violence conjugale et familiale, organisée grâce à une alliance entre la Passe-R-elle des Hautes Laurentides, la Table de concertation en violence conjugale, familiale et sexuelle de la MRC d'Antoine-Labelle, le CISSS des Laurentides et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), nous avons participé à une table ronde portant sur les cellules d'intervention rapide. L'objectif de ce colloque était de favoriser une meilleure compréhension des enjeux liés à la violence conjugale et familiale et de renforcer les actions concertées pour y faire face.

Outre le CSVC, cette table ronde réunissait les représentantes de la cellule Agir, la cellule Rabaska et la cellule Vigie, permettant d'aborder plusieurs thématiques essentielles :

- Définition des cellules d'intervention rapide (leur rôle, leur mandat)
- Le travail en amont et la collaboration permettant de prévenir l'escalade vers une situation de crise.
- Les enjeux actuels.
- Les pratiques novatrices et l'évolution des pratiques.

Nous avons également mis en lumière la richesse des différentes cellules québécoises, ainsi que l'expertise qu'elles ont développée au fil du temps pour renforcer la sécurité des victimes de violence conjugale, des proches et des auteurs de violence et intervenir de manière cohérente et concertée.

Cinquième section — Vie associative, gouvernance et administration

Les dernières années ont été synonymes de croissance et d'évolution pour le CSVC. Bien que cette progression soit très positive, elle a exigé un travail d'adaptation afin d'ajuster nos structures, de clarifier nos processus et de soutenir l'équipe dans cette période de transition. L'année a été marquée aussi par un changement à la direction générale et par l'atteinte d'un objectif majeur : celui de constituer une équipe complète, formée et stable.

La vie associative s'est exprimée par une présence soutenue, un esprit de collaboration et une volonté commune d'accompagner l'organisme dans son évolution et dans l'expression de son modèle. Un travail rigoureux a été poursuivi afin d'encadrer le développement, d'appuyer la direction et de veiller à une administration transparente et alignée sur la mission et ses principes.

Renforcement de la structure organisationnelle et reconnaissance institutionnelle

Depuis l'année 2024-2025, le CSVC connaît une transition entre un mode de financement « par projet » et un mode de financement « à la mission ». Cette année fut la dernière année du financement par projet avec l'Ex-Estrie, qui est arrivé à échéance en février dernier. Dorénavant, le CSVC sera financé à la mission pour l'ensemble des régions couvertes par le CSVC.

Le financement à la mission représente un soutien essentiel, puisqu'il reconnaît la contribution globale de l'organisme, stabilise ses activités et lui offre la flexibilité nécessaire pour répondre efficacement aux besoins des régions couvertes par le CSVC. Ce type de soutien constitue une reconnaissance importante de notre expertise, de la pertinence du modèle d'actions concertées et de notre rôle comme catalyseur de collaboration et acteur de changement. Il témoigne de la confiance accordée à notre capacité d'agir et soutient notre leadership dans la mise en œuvre d'actions concertées.

En ce sens, le financement à la mission représente bien plus qu'un appui financier : il est un levier essentiel qui nous permet de maintenir la qualité de nos services et de contribuer de manière durable afin d'améliorer la sécurité des victimes, des proches et des auteurs de violence.

Réunions du conseil d'administration

Pendant l'année 2025-2026, le conseil d'administration s'est réuni à sept reprises en rencontre régulière et à quatre reprises en rencontre extraordinaire. Le conseil exécutif, mandaté par le CA, quant à lui s'est réuni à neuf reprises. Un Lac-à-l'épaule a également été tenu à l'automne 2024, réunissant les membres du CA et la permanence. Cette journée de réflexion a permis à l'ensemble de l'équipe ainsi qu'au CA de se remémorer les objectifs et les étapes de la création du CSVC et remettre de l'avant les principes directeurs du CSVC. Une formation qui avait pour titre « Comment optimiser les relations: équipe de travail, direction générale et conseil d'administration » a également été offerte et les travaux quant aux recommandations identitaires proposées par la firme ATYPIC ont été finalisés.

Assemblée générale annuelle

L'Assemblée générale annuelle du CSVC s'est tenue le 18 juin 2025. Cette assemblée a été un moment marquant notamment en raison du retour en présentiel, tout en étant offerte en webdiffusion afin de favoriser une participation élargie, après plusieurs éditions tenues à distance seulement. Cette reprise de l'AGA en présentiel a permis de favoriser des échanges plus dynamiques et de créer un espace propice aux discussions. 51 personnes ont participé à cette rencontre annuelle.

Ce moment rassembleur a permis aux membres de prendre connaissance des réalisations de l'année 2024-2025, d'adopter les états financiers, de valider les perspectives 2025-2026, et d'élire des représentants.es pour le conseil d'administration. Les faits saillants des événements régionaux 2024-2025 et la nouvelle capsule vidéo ont été présentés aux membres. De plus, deux ateliers ont été offerts aux membres à la fin de l'AGA : un atelier sur la Cyber sécurité, réalisé en collaboration avec la Sûreté du Québec, ainsi qu'un atelier de réflexion intitulé « Concilier sécurité, rythme et pouvoir d'agir de la victime dans le respect des obligations des partenaires ».

Notons la reconduction de Louise Riendeau comme représentante du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, l'élection par acclamation de Chantal Tanguay (La Gîtée) à titre de représentante des organismes membres œuvrant auprès des victimes ou par une représentante des victimes, ainsi que celle de Sylvie Hamel (Université de Trois-Rivières), comme représentant d'une institution universitaire.

Travail sur l'image de marque

Dans la poursuite des travaux amorcés en 2024-2025, le CSVC a poursuivi ses engagements dans un processus visant à clarifier et renforcer son identité organisationnelle. Cette démarche a permis de préciser notre façon de communiquer notre mission, nos valeurs et l'essence même du CSVC. L'objectif était de nous doter d'une identité claire, cohérente et partagée, afin d'assurer une compréhension uniforme de notre rôle tant à l'interne qu'auprès de nos partenaires.

Toutefois, la démarche a été freinée, en ce qui concerne le développement du site web par l'arrêt des activités de l'agence *Atypic* avec laquelle nous collaborions pour ce projet. Nous poursuivrons donc avec l'agence bête féroce pour assurer la continuité du développement web prévu pour l'année 2026-2027.

Comité d'embauche

En raison du nombre important de recrutements effectués cette année, le comité d'embauche a été particulièrement sollicité. Il s'est réuni à cinq reprises afin d'assurer la sélection des candidatures et compléter l'équipe de liaison ainsi que le poste de coordination de la liaison et de la formation.

Constitution d'une équipe à la permanence

Tel que mentionné précédemment, cette année a été marquée par un changement à la direction générale. Un comité d'embauche a été spécialement constitué afin de mener le processus de recrutement d'une nouvelle direction générale. L'élaboration d'une grille d'évaluation ainsi que la préparation des entrevues ont été nécessaires pour assurer un processus rigoureux et équitable.

À l'issue de ce processus, Mylène Collin a été sélectionnée et est entrée en fonction en juin 2025. Afin d'assurer un soutien adéquat à la nouvelle direction, le conseil d'administration a mandaté le conseil exécutif pour offrir des rencontres d'accompagnement supplémentaires tout au long de l'année.

Une transition a aussi été réalisée avec la direction sortante, permettant d'assurer la continuité des activités et une intégration harmonieuse de la nouvelle direction.

Cette nomination a entraîné la libération d'un poste à coordination de liaison et de formation, qui a également dû être pourvu par une agente de liaison membre de l'équipe.

En plus des mouvements liés à ces deux postes clés, l'équipe a connu le départ de trois employées au cours de l'année. Ces postes ont toutefois été pourvus progressivement en cours d'année.

Tout au long de l'année, un effort soutenu a été consacré à la consolidation de l'équipe, à l'intégration et à la formation afin d'assurer une stabilité organisationnelle. Ces démarches ont permis de renforcer la capacité opérationnelle du CSVC et de disposer, au 31 mars 2026, une équipe complète et pleinement mobilisée.

Intégration d'un logiciel de tenue de dossier

Dans le cadre de la transition vers un environnement informatique modernisé, l'intégration d'un nouveau logiciel de tenue de dossiers s'est poursuivie tout au long de l'année. Plusieurs ajustements ont été apportés afin de s'assurer que le logiciel puisse répondre adéquatement aux besoins de l'équipe et aux réalités opérationnelles de l'organisme. Le passage d'un mode de prise de notes manuscrites à un système numérique a apporté une réelle plus-value dans la gestion des situations. La structuration des informations s'est améliorée, la recherche de données est devenue plus rapide et la centralisation des notes a renforcé la continuité et la fiabilité du travail.

Cette transition a toutefois nécessité une période d'adaptation. L'équipe a dû modifier ses habitudes, se familiariser avec de nouvelles fonctionnalités et consacrer un temps d'apprentissage non négligeable. Comme il s'agissait de la première année d'utilisation du logiciel pour l'extraction de données statistiques, plusieurs défis ont été rencontrés, notamment l'ajustement des méthodes de saisie, la standardisation des pratiques et la compréhension des capacités réelles de l'outil.

Malgré ces défis, l'année a permis de consolider les bases d'un système plus efficace et mieux aligné sur les besoins actuels et futurs de l'organisme. Les apprentissages réalisés serviront à optimiser davantage l'utilisation du logiciel au cours de la prochaine année.

Le prochain objectif consiste à consolider et à stabiliser les pratiques de tenue de dossiers au cours de l'année 2026-2027, puis à poursuivre les travaux entourant le développement et l'implantation d'une plateforme sécurisée destinée aux partenaires. Cet outil permettra aux partenaires impliqués dans une même situation à risque de consulter et de mettre à jour, de façon confidentielle et sécuritaire, les informations pertinentes à leur intervention, tout en respectant les cadres légaux et les règles de protection des renseignements personnels.

La plateforme offrira également un accès en temps réel à un répertoire actualisé des personnes-ressources au sein des différentes organisations partenaires, facilitant ainsi les communications et la coordination intersectorielle. À terme, cet outil contribuera à renforcer la sécurité des informations partagées, à réduire les délais de communication, à améliorer le suivi des situations à risque élevé et à soutenir une prise de décision concertée plus rapide et efficace. Il permettra également d'assurer une meilleure continuité des services malgré les mouvements de personnel et l'évolution des réseaux de partenaires.

Appui contractuel et projets internes

En 2024-2025, les travaux du projet interne « Ligne du temps » se sont poursuivis. Les outils créés ont permis d'avoir une vue d'ensemble des situations, des interventions et des partenaires impliqués, ce qui a mené à plusieurs réflexions sur nos pratiques. Pour structurer cette réflexion et soutenir l'évolution de nos façons de faire, un comité interne a été formé cette année.

Il a été créé afin de soutenir notre réflexion collective et d'accompagner l'évolution de nos pratiques. Bien que son mandat soit en développement, les premières discussions ont porté sur comment bien documenter notre pratique et la complexité des mécanismes de gestion collective du risque, réfléchir aux façons d'améliorer les pratiques et mieux comprendre l'impact des partenaires, notamment en ce qui concerne l'actualisation du modèle du CSVC et la contribution de chacun à la diminution du risque.

ANNEXE 1

Partenaires de l'application du modèle du CSVC

Partenaires de l'application du modèle d'actions intersectorielles du CSVC

BAS-SAINT-LAURENT		
Organismes œuvrant auprès des victimes	- L'Autre-Toit du KRTB - CAVAC du Bas-St-Laurent - La Débrouille - La Gigogne - Centre-Femmes La Passerelle du Kamouraska - Centre femmes de La Mitis	- Centre-Femmes du Grand-Portage - Centre-Femmes de Rimouski - Centre-Femmes Catherine-Leblond - Centre des femmes du Ô Pays - Centre des femmes du Témiscouata - Centre femmes de la Vallée de la Matapédia
Organismes œuvrant auprès de conjoints ayant des comportements violents	- Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi - C-TA-C	- Maison de transition le Tremplin - Trajectoires hommes du KRTB
Système judiciaire	- DPCP - Sûreté du Québec	- DSPC - Établissement de détention de Rimouski
Services sociaux et autres organismes communautaires	- La Bouffée d'air du KRTB - Centre La Montée - Centre de prévention du suicide et d'intervention de crise du BSL	- Centre prévention suicide du KRTB - CISSS du Bas-Saint-Laurent - La Maison de l'Espoir de Mont-Joli - Répit du passant
CAPITALE-NATIONALE		
Organismes œuvrant auprès des victimes	- CAVAC de la Capitale Nationale et Chaudière-Appalaches - Centre d'expertise le Colibri - Centre-femmes aux Plurielles - Inter-Elles (maison de 2e étape) - Maison du cœur pour femmes - Maison pour femmes immigrantes	- Maison des femmes de Québec - Maison Hélène-Lacroix - Maison Marie-Rollet - Maison Mirépi - Maison La Montée - Violence-Info - YWCA
Organismes œuvrant auprès de conjoints ayant des comportements violents	- Évolution Charlevoix - Centre résidentiel communautaire Painchaud	- Centre résidentiel communautaire Le Pavillon
Système judiciaire	- DPCP - DSPC Québec-Charlevoix - DSPC Ste-Foy et Chaudière-Appalaches - Établissement de détention de Québec	- Service correctionnel Canada - Service de police de la Ville de Québec - Service de police de Wendake - Sûreté du Québec
Services sociaux et autres organismes communautaires	- AutonHommie - Centre CASA - Centre de crise de Québec - Centre de prévention du suicide de Charlevoix	- Centr'hommes Charlevoix - Centre le Rucher - Centre de santé de Valcartier (Forces armées canadiennes) - CIUSSS de la Capitale-Nationale

	MAURICIE	
Organismes œuvrant auprès des victimes	- CAVAC de la Mauricie - Centre femmes de Mékinac - Le Centre Aspérimowin - Maison de Convivence	- Maison Le FAR - La Séjournelle - Le Toit de l'amitié
Organismes œuvrant auprès de conjoints ayant des comportements violents	- Accord Mauricie inc.	- Maison Radisson — Centre résidentiel communautaire
Système judiciaire	- DPCP - Service de police de la ville de Trois-Rivières - Sûreté du Québec	- DSPC de la Mauricie et du Centre-du-Québec - Établissement de détention
Services sociaux et autres organismes communautaires	- CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec	- Centre d'amitié autochtone - Maison Carignan
	ESTRIE	
Organismes œuvrant auprès des victimes	- CAVAC de l'Estrie - L'Escale de l'Estrie - Centre de femmes Entre'elles - Maison Alice Desmarais	- Maison La Bouée Régionale - Maison la Méridienne - Maison Horizon pour elle - Maison Séjour
Organismes œuvrant auprès de conjoints ayant des comportements violents	- Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska - Le Seuil de l'Estrie	- Maison Joins-toi - MomentHom - Service d'aide en prévention de la criminalité
Système judiciaire	- DPCP - DSPC de l'Estrie - Service de police de Bromont - Service de police de Granby	- Service de police de Memphrémagog - Service de police de Sherbrooke - Sûreté du Québec
Services sociaux et autres organismes communautaires	- Centre de prévention du suicide de la Haute-Yamaska	- CIUSSS de l'Estrie - Maison CALM
	CÔTE-NORD	
Organismes œuvrant auprès des victimes	- CAVAC de la Côte-Nord - CALACS - Lumière Boréale - CALACS La pointe du jour - Centre femmes l'Étincelle - Centre de femmes aux 4 vents	- Maison l'Amie d'Elles - Maison Anita-Lebel - Maison Autour d'Elles - Maison des femmes de Baie-Comeau - La maison Tshimishtin
Organismes œuvrant auprès de conjoints ayant des comportements violents	- Homme aide Manicouagan	- Homme Sept-Ils
Système judiciaire	- ÉMIPIC - DPCP - DSPC	- Sécurité publique de Uashat mak Mani-untanam - Sûreté du Québec
Services sociaux et autres organismes communautaires	- Centre d'amitié autochtone - Services scolaires de l'Estuaire - CÉGEP de Baie-Comeau - Centre de prévention suicide	- CISSS de la Côte-Nord - ESPACE Côte-Nord - Soutien à la Famille Pessamit - Le Rond Point - Uauitshitun

CHAUDIÈRE-APPALACHES

Organismes œuvrant auprès des victimes	- CAVAC de la Capitale Nationale et Chaudière-Appalaches - CALACS Chaudière-Appalaches - CALACS Rive-Sud - Centre-Femmes l'Ancrage - Centre femmes de Beauce - Centre femmes de Bellechasse - Centre femmes de Lotbinière	- Centre femmes La Jardilec - Centre femmes La Rose des Vents - Maison La Gîtée - La Jonction pour elle - Le Havre des femmes - Le Havre l'Éclaircie - La Transit'Elles
Organismes œuvrant auprès de conjoints ayant des comportements violents	- Centre Alter Agir - Centre Ex-Equo - Centre Yvon Mercier	- RÉHAB - Partage au masculin
Système judiciaire	- Service de police de la ville Lévis - Sûreté du Québec	- DPCP - DSPC Sainte-Foy et Chaudière-Appalaches
Services sociaux et autres organismes communautaires	- Association des familles monoparentales et recomposées - Centre Domrémy des Appalaches - CISSS de Chaudière-Appalaches	- Maison de la famille Beauce-Etchemins - RÉA, La Maisonnée - Réseau d'Entraide des Appalaches

CENTRE-DU-QUÉBEC

Organismes œuvrant auprès des victimes	- CALACS Unies-Vers-Toi - CAVAC du Centre du Québec - CAVAC de la Mauricie - Maison des femmes des Bois-Francis - Maison La Nacelle	- Maison La Volte-Face - Centre de Femmes Parmi-Elles de Bécancour - La Collective des femmes de Nicolet
Organismes œuvrant auprès de conjoints ayant des comportements violents	- Accord Mauricie - Homme Alternative	- Maison Radisson — Centre résidentiel communautaire
Système judiciaire	- DPCP - DSPC	- Service de police d'Odanak-Wolinak - Sûreté du Québec
Services sociaux et autres organismes communautaires	- Centre de prévention du suicide - Centre de santé d'Odanak - Centre de santé de Wolinak - CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec - Comité d'accueil international des Bois-Francis	- Équijustice - Ludolettre - Maison Odanak - La Parenthèse - Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nation - Répit Jeunesse - Table d'exploitation sexuelle

Partenaire de l'ensemble des régions	- Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC) - Service correctionnel Canada
Partenaires associés	- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC) - Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)

ANNEXE 2

Conseil d'administration et ressources humaines 2025-2026

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Louise Riendeau, présidente
Daniel Bellemare, vice-président
Denise Tremblay, secrétaire
Guylaine Boucher, trésorière
Amélie Bois, administratrice
Annick Dumont, administratrice
Carmen Massé, administratrice
Chantal Tanguay, administratrice
Sylvie Hamel, administratrice

LES RESSOURCES HUMAINES

Permanence

Karine Messier Newman, directrice générale (avril à juin 2025)
Mylène Collin, directrice générale
Marie-Michelle Delisle, directrice administrative
Janet Laliberté Deroy, adjointe administrative
Audrey Poirier, coordonnatrice de liaison et de formation
Geneviève Paquin, agente de liaison
Nathalie Gauthier, agente de liaison
Anaïs Bullion, agente de liaison
Carole Donatelli, agente de liaison
Suzanne Marchand, agente de liaison
Caroline Roy, agente de liaison
Jade Frenette, agente de liaison
Anne-Sofie Bathalon, agente de liaison
Gabrielle Harvey, agente de liaison
Naomi Pothier, agente de liaison
Yennelys Alcedo, personne dédiée au développement

Ressources contractuelles

Formation

Caroline Duchesne, intervenante auprès des contrevenants

Projet ligne de temps

Anne-Sofie Bathalon
Myriam Lacoursière

Soutien entrée de données

Rosalie Lefebvre